

Administration générale.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'agriculture et du ministre des affaires étrangères en date du 15 juin 1963, M. Lobry (Michel), vétérinaire inspecteur de 1^{re} classe, 1^{er} échelon, du corps autonome des vétérinaires inspecteurs de l'élevage et des industries animales de la France d'outre-mer, est placé, sur sa demande, en position de détachement, pour une durée de cinq ans au maximum, auprès du ministère des affaires étrangères pour servir au Bureau interafricain de la santé animale au Kenya. Ces dispositions prendront effet à compter du 15 juin 1962.

Génie rural.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'agriculture et du secrétaire d'Etat au budget en date du 15 mai 1963, M. Renard (Jean), ingénieur général du génie rural, est détaché auprès de l'administration centrale du ministère de l'agriculture en qualité de directeur de l'équipement et des travaux, pour une période de cinq ans à compter du 27 novembre 1961.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'agriculture et du secrétaire d'Etat au budget en date du 15 mai 1963, M. Roussie (Jean), ingénieur des travaux ruraux, est détaché auprès de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de la Marche et du Limousin en qualité de directeur général adjoint, pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} mai 1962.

Services vétérinaires.

Par arrêté du 5 juin 1963, M. Gayot (Georges), chargé de recherches au laboratoire central de recherches vétérinaires d'Alfort, est inscrit sur la liste d'aptitude au grade de maître de recherches, à compter du 1^{er} janvier 1962.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 63-581 du 18 juin 1963 fixant les conditions d'intégration dans le corps des maîtres d'éducation physique et sportive de certains professeurs et maîtres délégués d'éducation physique et sportive.

Le Premier ministre,

Su le rapport du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment son article 2 ;

Vu l'article 3 de la loi de finances rectificative pour 1962 du 31 juillet 1962 autorisant l'intégration de certains professeurs et maîtres délégués d'éducation physique et sportive dans le corps des maîtres d'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 45-437 du 17 mars 1945 relatif notamment au concours de recrutement des fonctionnaires du corps des maîtres d'éducation physique et sportive, modifié par les décrets n° 45-2385 du 17 octobre 1945 et n° 47-1220 du 1^{er} juillet 1947 ;

Le Conseil d'Etat (commission de la fonction publique) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — En application de l'article 3 de la loi du 31 juillet 1962 susvisée, les professeurs et maîtres délégués d'éducation physique et sportive justifiant au 31 décembre 1960 de trente-quatre ans d'âge et de sept années de services dans l'enseignement de l'éducation physique et sportive ou de services en qualité d'agent contractuel de la jeunesse et des sports du Maroc pourront, dans le délai de six mois à compter de la publication du présent décret, être intégrés dans le corps des maîtres d'éducation physique et sportive, dans la limite de 224 emplois.

Art. 2. — Sur proposition des recteurs, après avis de l'inspection générale de la jeunesse et des sports et après consultation de la commission administrative paritaire du corps des maîtres d'éducation physique et sportive, deux listes d'aptitude seront dressées par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Les professeurs et maîtres délégués titulaires du baccalauréat, du brevet supérieur ou du brevet d'Etat d'éducation physique et sportive pourront être inscrits sur une première liste d'aptitude.

Les professeurs et maîtres délégués non titulaires des diplômes prévus à l'alinéa précédent pourront être inscrits sur une deuxième liste d'aptitude.

Les agents inscrits sur la deuxième liste ne pourront être intégrés que dans la mesure où les emplois prévus à l'article 1^{er} n'auront pas été pourvus par les personnels inscrits sur la première liste.

Art. 3. — Les délégués intégrés dans le corps des maîtres d'éducation physique et sportive seront reclassés à l'échelon correspondant, sur la base de l'ancienneté moyenne, à la durée des services accomplis en qualité de délégué ou d'agent contractuel dans les services de l'éducation physique et sportive en France ou au Maroc.

Art. 4. — Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet à compter du 1^{er} janvier 1961.

Fait à Paris, le 18 juin 1963.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
CHRISTIAN FOUCHET.

Le ministre d'Etat
chargé de la réforme administrative,
LOUIS JOXE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat au budget,
ROBERT BOULIN.

Concours pour le recrutement de conseillers d'orientation scolaire et professionnelle en 1963.

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 56-356 du 6 avril 1956 portant règlement d'administration publique relatif au statut des fonctionnaires des services de l'orientation professionnelle, modifié par le décret n° 62-385 du 3 avril 1962 ;

Vu l'arrêté du 13 mai 1957 fixant le règlement du concours de recrutement de conseillers de centres publics d'orientation professionnelle ;

Vu le décret n° 59-57 du 6 janvier 1959 portant réforme de l'enseignement, notamment l'article 19, et la circulaire du 20 avril 1961 précisant les nouvelles dénominations de l'orientation professionnelle ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 1962 portant délégation de signature,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Est autorisée, en 1963, l'ouverture d'un concours pour le recrutement de conseillers d'orientation scolaire et professionnelle.

Art. 2. — Le nombre de places mises en compétition est fixé à quatre-vingts.

Art. 3. — Le directeur général de l'organisation et des programmes scolaires est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 14 juin 1963.

Le ministre de l'éducation nationale,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'organisation
et des programmes scolaires,
JEAN CAPELLE.

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique,
MARCEAU LONG.

Administration académique et universitaire.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 28 mai 1963, M. Laporte (Jean), conseiller administratif à la faculté de droit et des sciences économiques de Toulouse, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté d'âge et de services à compter du 24 juin 1963.

M. Laporte est autorisé à continuer à exercer ses fonctions jusqu'au 30 septembre 1963.